

# BALO

## BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER  
MINISTRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction de l'information  
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

[www.dila.premier-ministre.gouv.fr](http://www.dila.premier-ministre.gouv.fr)

[www.journal-officiel.gouv.fr](http://www.journal-officiel.gouv.fr)

### Publications périodiques

### Comptes annuels

**SOCIÉTÉ GÉNÉRALE FACTORING (SG FACTORING)**

Société anonyme au capital de 17 065 396 €  
Siège social : 6, allée des Sablons 94120 Fontenay-sous-Bois  
702 016 312 R.C.S. Créteil

**A – Comptes sociaux 31 décembre 2025.**

**I – Bilan.**  
(En milliers d'Euros).

<b>Actif</b>	<b>2025</b>	<b>2024</b>
Caisse, banques centrales, ccp		
Effets publics et valeurs assimilées		
Créances sur les établissements de Crédit & assimilés	545 598	481 076
Opérations avec la clientèle	10 181 737	9 629 121
Obligations et autres titres à revenu fixe		
Actions et autres titres à revenu variable		
Participations et autres titres détenus à long terme	46	53
Parts dans les entreprises liées		
Crédit-bail et location avec option d'achat		
Location simple 2		
Immobilisations incorporelles	22 213	23 336
Immobilisations corporelles	13	4
Capital souscrit non versé		
Actions propres		
Autres actifs	7 016	5 532
Comptes de régularisation	13 288	6 610
<b>Total de l'actif</b>	<b>10 769 911</b>	<b>10 145 732</b>

  

<b>Passif</b>	<b>2025</b>	<b>2024</b>
Banques centrales, ccp		
Dettes envers les établissements de crédit & assimilés	9 016 725	8 442 552
Opérations avec la clientèle	1 268 725	1 312 902
Dettes représentées par un titre	-	
Autres passifs	34 252	31 663
Comptes de régularisation	49 667	52 339
Provisions	10 332	6 931
Dettes subordonnées		
Fonds pour risques bancaires généraux (frbg)		
<b>Capitaux propres hors frbg</b>	<b>390 211</b>	<b>299 345</b>
Capital souscrit	17 065	14 400
Primes d'émission	52 742	
Reserves	284 944	245 912
Ecart de réévaluation		
Provisions réglementées et subventions		
Report à nouveau (+/-)	1	0
Résultat de l'exercice (+/-)	35 458	39 033
<b>Total du passif</b>	<b>10 769 911</b>	<b>10 145 732</b>

**II – Hors-bilan.**

<b>Hors bilan</b>	<b>2025</b>	<b>2024</b>
<b>Engagements donnés :</b>	<b>610 859</b>	<b>909 862</b>
Cautions, avals et garanties clientèles	5 877	6 482
Engagements de garantie	604 983	903 380
<b>Engagements reçus :</b>	<b>8 475 069</b>	<b>4 930 518</b>
Engagements de financement	11 568	70 309
Contregaranties reçues	2 773 197	429 114
Engagements de garantie	5 690 304	4 431 095

**III – Compte de résultat.**

	<b>Compte de résultat</b>	<b>2025</b>	<b>2024</b>
+	Commissions d'anticipation	319 947	389 512
+	Produits sur les opérations interbancaires	13 890	13 072
-	Charges sur opérations interbancaires	-250 976	-314 103
+	Commissions de service	51 789	42 613
+	Commissions (produits)	7 600	8 018
-	Commissions (charges)	-18 630	-16 556
+	Autres produits d'exploitation bancaire	1 057	1 175
-	Autres charges d'exploitation bancaire	-980	-193
	<b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>	<b>123 696</b>	<b>123 537</b>
-	Charges générales d'exploitation	-63 516	-62 898
-	Dotations aux amortissements et aux provisions pour Dépréciation sur immobilisations incorporelles et corporelles	-8 064	-7 217
	<b>RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>	<b>52 117</b>	<b>53 422</b>
+/-	Coût du risque	-3 474	-105
	<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>48 643</b>	<b>53 316</b>
+/-	Gains ou pertes sur actifs immobilisés	0	0
	<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOT</b>	<b>48 643</b>	<b>53 316</b>
-	Impôt sur les bénéfices	-13 185	-14 284
	<b>RESULTAT NET</b>	<b>35 458</b>	<b>39 033</b>

**IV – Annexes comptables – comptes sociaux au 31 décembre 2026.**

Ces comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 31 mars 2026.

**I. Présentation des la société et faits caractéristiques de l'exercice**

Société Générale Factoring (SG Factoring), filiale d'affacturage de la Société Générale, propose aux entreprises des solutions de gestion, de financement et de garantie de leurs créances commerciales.

Les notes et tableaux présentés dans ce document, sauf mention contraire, font partie intégrante des comptes annuels et intègrent les comptes de la succursale italienne Société Générale Factoring S.A. – Succursale Italienne.

L'entité italienne Société Générale Factoring Spa a été fusionnée par absorption dans Société Générale Factoring SA. Puis une nouvelle succursale de Société Générale Factoring S.A. a été créée en Italie.

Ces deux opérations ont eu lieu de manière concomitante le 28 novembre 2025 avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 2025. Les deux entités Société Générale Factoring S.A. et Société Générale Factoring Spa ayant le même actionnaire au moment de la fusion (Société Générale SA), ce sont les modalités d'une fusion entre deux entités sœurs prévue dans le règlement de l'autorité des normes comptables N°019-06 du 8 novembre 2019 qui ont été appliquées.

Conformément au règlement ANC n°2014-03, article 838-14 et la fusion de la succursale italienne :

- le contexte de l'opération, SG Factoring France et SG Factoring Italie ont fusionné et une succursale a été créée fin novembre 2025. Cette opération a eu pour conséquence une augmentation de capital de l'entité SG Factoring. Depuis le 1<sup>er</sup> décembre 2025, le capital se monte à 17 065 396 euros. La création d'une succursale en Italie en lieu et place de la filiale existante permet de simplifier la structure juridique du Groupe, de capitaliser sur le dispositif organisationnel

- et commercial de SG Factoring France et de réaliser des économies de frais de fonctionnement (simplification de la gouvernance et regroupement des équipes),
- les apports ont été effectués à la valeur nette comptable correspondant à la valeur au 31 décembre 2024.

Les principaux impacts de l'opération sur les postes du bilan et du compte de résultat sont les suivants :

Agrégats	31/12/2024	31/12/2025 Pro Format (FR uniquement)	31/12/2025
Créances sur les établissements de crédit & assimilés	481 076	443 975	545 598
Operations avec la clientèle (actif)	9 629 121	8 900 407	10 181 737
Dettes envers les établissements de crédit & assimilés	8 442 552	7 828 768	9 016 725
Operations avec la clientèle (passif)	1 312 902	1 143 638	1 268 725
Provisions risques et charges	6 931	9 457	10 332
Produit net bancaire	123 537	110 136	123 696
Cout du risque	-105	-2 696	-3 474
Résultat courant avant impôt	53 316	41 815	48 643

## II. Principes, règles et méthodes comptables

Les comptes annuels de la Société Générale Factoring ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement ANC n° 2023-03 du 7 juillet 2023 en coordination avec le règlement ANC n° 2022-06 du 4 novembre 2022 modifiant le règlement ANC n° 2014-07 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire, applicable à compter du 1er janvier 2025.

Les méthodes d'évaluation et de présentation des comptes annuels retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité d'exploitation,
- Permanence de méthodes d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Tous les montants sont indiqués en KEUR. Les informations présentées dans les annexes aux comptes annuels se concentrent sur celles qui revêtent un caractère pertinent et matériel au regard des états financiers de SG Factoring, de ses activités et des circonstances dans lesquelles celles-ci se sont réalisées au cours de la période.

### 2.1. Changement de méthode et de présentation des comptes annuels

Les modifications apportées par le règlement ANC n° 2023-03 du 7 juillet 2023 constituent un changement de méthode comptable. Ce changement n'a pas eu d'incidence sur les comptes annuels de Société Générale Factoring S.A.

### 2.2. Operations avec la clientèle

**Créances d'affacturage :** Les créances acquises dans le cadre d'un contrat d'affacturage deviennent juridiquement la propriété de SG Factoring et figurent à l'actif de son bilan.

Pour certaines typologies de produits, la cession des créances se réalise en toute confidentialité vis-à-vis des débiteurs, l'adhérent conservant la maîtrise de ses relations commerciales. Ce produit d'affacturage non notifié voit la gestion confiée à l'adhérent via un mandat de gestion.

Les opérations dites « spéciales » sont des programmes de cession de créances à vocation déconsolidante, la plupart du temps assortis de mandat de gestion au profit des Adhérents.

**Comptes courants d'adhérents :** Il est ouvert entre le cédant et la société d'affacturage une convention de compte courant selon laquelle toutes les sommes dues par la société d'affacturage et celles dues par le cédant au titre des créances acquises dans le cadre du contrat d'affacturage sont inscrites dans un compte courant unique. Toutes les créances et dettes réciproques inscrites dans ce compte courant sont connexes et indivisibles et se compensent de plein droit lorsqu'elles sont exigibles.

L'inscription en compte courant vaut juridiquement paiement de la créance ce qui permet à la société d'affacturage d'être subrogée dans les droits sur la créance.

Le solde créditeur du compte courant, diminué des sommes indisponibles, est mis à disposition de l'adhérent qui peut l'utiliser en fonction de ses besoins de trésorerie.

Des sous-comptes du compte courants sont créés pour les besoins du fonctionnement du contrat d'affacturage. Ainsi, les sommes indisponibles (retenue de garantie, réserve de garantie, ...) sont enregistrées au « compte d'affacturage indisponible ». Ces sommes, permettant de couvrir le risque de dilution, ne peuvent généralement être encaissées par l'adhérent qu'après réception du paiement du débiteur.

Les compensations entre les postes d'actif et de passif du bilan, ou de charges et de produits du compte de résultat, sont contraires aux dispositions de l'article L. 123-19 du Code de Commerce. Ainsi, les positions débitrices et créditrices d'adhérents différents ne peuvent être compensées dans la mesure où elles ne relèvent ni de la compensation légale ni des compensations connexes ou conventionnelles. Elles figurent de manière distincte au passif et à l'actif du bilan. Cependant, la compensation pour un même adhérent des comptes courants débiteurs et créditeurs est justifiée dans la mesure où elle fait l'objet d'un accord des parties dans le contrat d'affacturage et entre donc dans le cas prévu de la compensation conventionnelle qui s'impose aux deux parties au travers de la convention de compte courant. Cette compensation est également justifiée par l'existence d'un lien de connexité entre les opérations transitant par ces comptes.

### 2.3. Immobilisations et amortissements

**Immobilisations incorporelles générées en interne :** Les études informatiques générées en interne se rapportant à un projet en méthode classique ou en méthode agile sont immobilisées, chaque fois que le coût global du projet ou de la release concerné dépasse 50 KEUR. Les coûts engagés sont enregistrés en compte d'immobilisations en cours jusqu'à la livraison-mise en production qui indique le début de l'utilisation du projet et l'enregistrement en immobilisations incorporelles. Cette opération marque le début des amortissements comptables.

Conformément au règlement ANC n° 2014-03 du 5 juin 2014 modifié par les règlements ultérieurs, seules les phases de développement informatique (études détaillées, réalisation et recettage) sont immobilisées. La phase de recherche, les études d'opportunité et de faisabilité, ainsi que les phases de formation et de maintenance, n'étant pas immobilisables, sont directement passées en charges.

**Autres immobilisations – amortissements :** Hormis les immobilisations générées en interne, les immobilisations incorporelles sont essentiellement constituées de logiciels informatiques externes.

Les immobilisations incorporelles sont amorties linéairement sur 4 ans sauf cas particulier de projet structurant de grande ampleur pour l'entreprise dont la durée d'utilisation est portée à 7 ans. Les logiciels informatiques externes sont amortis sur 3 ans.

Les immobilisations corporelles constituées de matériel informatique, de matériel et mobilier de bureau, d'agencements et aménagements sont amorties linéairement sur 3, 5 ou 10 ans. Les durées d'amortissement retenues ont été déterminées en fonction des durées d'utilité des biens considérés.

Lorsqu'il existe des indices de perte de valeur, un test de dépréciation visant à comparer la valeur comptable du bien et sa valeur actuelle est effectué. En cas de perte de valeur, une dépréciation est constatée en compte de résultat, dans la rubrique "Dotations aux amortissements et aux provisions pour dépréciation".

### 2.4. Créances, dépréciations pour risques de crédit

**Créances douteuses :** En cohérence avec la nouvelle définition des douteux (NDOD) et avec les principes IFRS, SG Factoring a revu et amélioré la classification de ses douteux sur les éléments suivants :

- la simplification de la classification en adéquation avec les statuts de gestion des dossiers :
  - Disparition des catégories douteux compromis, litigieux simples et litigieux compromis
  - Correspondance simple avec le stage IFRS 9
- le principe de contagion : un débiteur classé en défaut / douteux par l'entité en charge du suivi du risque de crédit (responsable de la relation client SG), est considéré en défaut dans l'ensemble du Groupe et toutes ses expositions font l'objet d'un déclassement systématique (principe d'unicité de la note)
- le critère de l'arriéré de paiement (« DPD ») appliqué quotidiennement pour l'identification du défaut est le socle de détermination de l'impayé de plus de 90 jours
- le retour au statut sain d'un tiers avec le respect d'une période probatoire
- la suppression de la tolérance sur les organismes publics

Par conséquent, les créances portées dans ce poste sont désormais ventilées en créances douteuses ou litigieuses avec la distinction de celles portant sur les adhérents ou sur les débiteurs

**Provisions sur créances saines et douteuses :** En cohérence avec les modalités d'estimation des pertes de crédit attendues, retenues dans les comptes consolidés du groupe Société Générale depuis l'application de la norme IFRS 9 à compter du 1er janvier 2018, Le montant des provisions pour risque de crédit est désormais évalué à hauteur des pertes attendues à terminaison calculées sur la base des encours sains dégradés (portefeuilles homogènes de crédits et d'engagements ayant subi une dégradation significative du risque de crédit depuis leur comptabilisation initiale)

**Provisions collectives sur créances saines :** Sans attendre qu'un risque de crédit avéré ait individuellement affecté une ou plusieurs créances ou engagements et afin de fournir une meilleure information au regard de son activité, SG Factoring comptabilise une provision pour risque de crédit sur les encours sains non dégradés, à hauteur des pertes de crédit qu'elle s'attend à subir à horizon d'un an.

Les pertes de crédit à un an sont évaluées en prenant en considération les données historiques et la situation présente. Le montant de la provision est ainsi égal à la valeur actualisée des pertes de crédit attendues en tenant compte de la probabilité de survenance d'un événement de défaut au cours de l'année qui suit et, le cas échéant, de l'effet des garanties appelées ou susceptibles de l'être. Le montant de garantie est un montant nominal, correspondant à une quotité de l'encours.

Par ailleurs, l'identification d'une dégradation significative du risque de crédit sur des encours sains conduit SG Factoring à les mettre sous surveillance (portefeuille des encours risques sensibles ou des encours watch listés) et donne lieu à l'enregistrement

d'une provision à hauteur des pertes de crédit qu'elle s'attend à subir à maturité. L'identification d'une dégradation significative est appréciée en tenant compte de toutes les informations historiques et prospectives disponibles : évolution de la note de la contrepartie, évolution du secteur d'activité, des conditions macroéconomiques et du comportement de la contrepartie qui peuvent être révélateurs d'une dégradation du risque de crédit ainsi que l'existence d'impayés.

Les pertes de crédit à maturité sont évaluées en prenant en considération les données historiques, la situation présente ainsi que des prévisions raisonnables d'évolution de la conjoncture économique et des facteurs macroéconomiques pertinents jusqu'à la maturité des instruments. Le montant de la provision est ainsi égal à la valeur actualisée des pertes de crédit attendues en tenant compte de la probabilité de survenance d'un événement de défaut sur la durée de vie des encours concernés et, le cas échéant, de l'effet des garanties appelées ou susceptibles de l'être.

La provision collective des créances saines est réévaluée mensuellement.

Les variations des provisions collectives pour risque de crédit ainsi calculées sont enregistrées en coût du risque.

**Dépréciations sur créances douteuses débiteurs :** La plupart des créances sont garanties au titre d'une police d'assurance-crédit, qui permet à SG Factoring de percevoir une indemnité en cas d'insolvabilité déclarée. Le taux de dépréciation, pour ces créances, est égal à 100% du montant HT du risque résiduel, après prise en compte de la garantie.

Les créances ne faisant l'objet d'aucune garantie sont dépréciées (pour leur montant hors taxes) en fonction du taux de récupération réellement constaté pour les débiteurs « in bonis » (application d'une méthode statistique) et à 95% pour les débiteurs ayant fait l'objet d'une procédure collective.

Toutes les créances douteuses débiteurs n'ont pas vocation à être dépréciées et les dépréciations peuvent être passées, soit au titre du risque adhérent, soit au titre du risque débiteur.

Les créances douteuses simples ne sont pas représentatives d'un risque avéré et de ce fait ne sont pas dépréciées.

Les créances douteuses débiteurs peuvent être reclassées en cours sains lorsque le risque de crédit avéré est définitivement levé.

**Dépréciations sur créances douteuses adhérents :** Les dossiers adhérents sont transmis au service contentieux et enregistrés en douteux compromis, lors de la constatation du risque de non-paiement.

Pour les créances enregistrées au service contentieux, le taux de dépréciation est fixé en fonction du risque de perte finale, déterminé après analyse d'une part de la situation financière de l'adhérent, d'autre part de la qualité des créances composant les encours, et après prise en compte des éventuelles garanties.

#### Utilisation des systèmes de notations externes et internes :

		<b>SGF n'est pas secteur de suivi du tiers</b>	<b>SGF est secteur de suivi du tiers</b>
<b>Adhérents</b>	<b>Portefeuille bâlois non retail</b>	Utilisation de la note de Société Générale	Notation de l'adhérent par SGF
	<b>Portefeuille bâlois retail</b>	Utilisation de la note de Société Générale Ou Utilisation de la note obtenue par mapping de note SCRL / Société Générale	Utilisation de la note obtenue par mapping de note SCRL / Société Générale en l'absence de note Société Générale

		<b>Le débiteur est client Société Générale</b>	<b>Le débiteur n'est pas client Société Générale</b>
<b>Débiteurs</b>	<b>Encours supérieur à 1 million d'euro</b>	Utilisation de la note du groupe Société Générale	Notation du débiteur par SGF
	<b>Encours inférieur à 1 million d'euro</b>	Utilisation de la note de Société Générale si elle existe, Ou Utilisation de la note obtenue par mapping de note SCRL / Société Générale si tiers non noté	Utilisation de la note obtenue par mapping des notes SCRL / Société Générale

## 2.5. Commissions

Les commissions perçues par les sociétés d'affacturage peuvent être classées en :

- Commissions d'affacturage rémunérant les différents services rendus par la société d'affacturage autres que le financement (recouvrement des créances, garanties du risque débiteur.). Elles sont aussi dénommées commissions de service chez SG Factoring.
- Commissions de financement correspondant aux intérêts calculés en fonction du montant et de la durée de financement des créances achetées, appelées commissions d'anticipation chez SG Factoring.

La commission d'affacturage qui rémunère l'ensemble des services du factor s'applique ad valorem sur le montant des factures cédées. Un report de commission est calculé chaque fin de mois, pour tenir compte du fait que la commission d'affacturage

rémunère le service rendu à l'adhérent jusqu'à extinction de la créance dans nos livres. Ce report de commission calculé linéairement est comptabilisé en "Produits constatés d'avance".

La commission de financement (d'anticipation) rémunère les financements accordés par SG Factoring à ses adhérents. La base de calcul de cette commission tient compte de la retenue de garantie. Une partie des recettes de financement est rétrocédée à certains adhérents en fin de mois sur la base du montant de cette retenue de garantie.

La commission d'anticipation post comptée est comptabilisée en fin de mois.

La commission d'anticipation précomptée est comptabilisée à la mise à disposition des fonds. Un produit constaté d'avance est enregistré en fin de mois, calcul linéaire, pour tenir compte de la durée de portage qui excède la clôture de l'exercice.

Quelle que soit la nature de la commission, la méthode d'évaluation est la méthode alternative basée sur un étalement linéaire des frais.

## 2.6. Indemnités de fin de carrière

Dans un but d'amélioration de l'information et d'harmonisation avec les règles en vigueur dans le groupe Société Générale, les indemnités de fin de carrière sont comptabilisées.

SG Factoring a recours à des actuaires indépendants pour la valorisation de ses engagements. La provision comptabilisée au bilan correspond à la valeur actuarielle des engagements de retraite et prestations assimilées minorée de la valeur de marché des actifs venant en couverture des engagements.

L'autorité des Normes Comptables a modifié le 5 novembre 2021 la recommandation n°2013-02 du 7 novembre 2013 relative aux règles d'évaluation et de comptabilisation des engagements de retraite et avantages similaires pour les comptes annuels établis selon les normes comptables françaises.

La provision est évaluée régulièrement par des actuaires indépendants selon la méthode des unités de crédit projetées. Cette méthode d'évaluation tient compte d'hypothèses démographiques, de départs anticipés, d'augmentation de salaires et de taux d'actualisation et d'inflation.

SG Factoring finance son régime à prestations définies en souscrivant un contrat d'épargne retraite auprès de Malakoff – Humanis. Ces actifs de financement constitués sont exclusivement destinés à régler les prestations du régime. Ils répondent à la définition d'actif du régime, la provision destinée à couvrir les engagements concernés est diminuée de la juste valeur de ces fonds.

La charge annuelle est comptabilisée en frais de personnel au titre des régimes à prestations définies comprend les droits supplémentaires acquis par chaque salarié, la variation de l'engagement à la suite d'une modification ou à une réduction d'un régime, le coût financier correspondant à l'effet de la désactualisation de l'engagement et le produit d'intérêt généré par les actifs du régime, effet des liquidations de régimes.

Les principales hypothèses actuarielles à la date de clôture et leur base de détermination sont :

- Taux d'actualisation : 3,56%,
- Taux d'inflation long terme : 2,00%
- Taux d'augmentation des salaires (hors inflation) : 1,20%,
- Taux de rendement des actifs du régime et/ou des droits à remboursement : NA,
- Taux d'évolution des coûts médicaux : NA.

## III. Notes annexes aux comptes annuels

### 3.1. Actif

#### 3.1.1. Créances sur les établissements de crédit

(En milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024
A vue	173 125	154 052
A terme	362 381	319 950
Créances rattachées	10 093	7 073
<b>Total</b>	<b>545 598</b>	<b>481 076</b>

Les créances sont ventilées d'après leur durée initiale ou la nature des concours.

Les créances à vue comprennent les comptes ordinaires.

Les créances à terme sont composées de prêts correspondant au remplacement des fonds propres de SG Factoring auprès de la Société Générale (362 381 KEUR).

Les intérêts courus sont enregistrés en créances rattachées pour 10 093 KEUR.

**3.1.2. Operations avec la clientèle**

(En milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024
Crédits à la clientèle	445 156	937 926
Affacturage	9 590 641	8 563 330
Comptes ordinaires débiteurs	71 196	31 758
Valeurs non imputées	-	8 050
Créances douteuses brutes	100 950	113 057
Dépréciations	-27 215	-25 863
Créances rattachées	1 009	864
<b>Total</b>	<b>10 181 737</b>	<b>9 629 121</b>

Les crédits à la clientèle comprennent des bordereaux de remise d'effets ou de factures dans le cadre de la loi Dailly pour 51 677 KEUR. Des crédits à l'exportation viennent compléter ce poste avec des encours s'élevant à 393 478 KEUR.

Les créances prises en affacturage représentent un stock de factures cédées à SG FACTORING restant à recouvrer, hors créances douteuses. Les factures sont enregistrées au bilan pour leur valeur nominale quel que soit le type de contrat, avec ou sans recours, au titre duquel elles sont cédées.

Les comptes adhérents débiteurs représentent la créance de SG Factoring sur l'adhérent.

**Créances douteuses brutes :**

(En milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024
Débiteurs douteux	17 862	9 982
Adhérents douteux	83 089	103 076
<b>Total (1)</b>	<b>100 950</b>	<b>113 058</b>

(1) Dont 25 006 K€ de créances douteuses compromises

Les intérêts sur créances douteuses sont comptabilisés lorsque perçus.

**Dépréciations :**

(En milliers d'euros)	31/12/2024	Dotations	Reprises	31/12/2025
Dépréciations / débiteurs	1 957	347	1 662	642
Dépréciations / adhérents	23 905	7 574	4 906	26 573
<b>Total</b>	<b>25 863</b>	<b>7 920</b>	<b>6 568</b>	<b>27 215</b>

**3.1.3. Participations et autres titres détenus a long terme**

(En milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024
Certificats d'association et d'associés FGD	46	53

L'évolution de ce poste est en ligne avec celle de nos des dépôts couverts au sens du Fonds de Garantie des dépôts et Résolution.

**3.1.4. Valeurs immobilisées****Immobilisations brutes :**

(En milliers d'euros)	31/12/2024	Acquisitions	Sorties	Virement comptable	31/12/2025
Immobilisations incorporelles	91 302	155		6 781	98 239
Immobilisations corporelles	6	19			25
Immobilisations en cours	1 901	6 668		- 6 781	1 787
<b>Total</b>	<b>93 209</b>	<b>6 842</b>	-	-	<b>100 051</b>

La variation des immobilisations brutes correspond aux développements informatiques immobilisés.



**Amortissements :**

(En milliers d'euros)	31/12/2024	Dotations	Reprises	31/12/2025
Immobilisations incorporelles	69 867	7 947		77 814
Immobilisations corporelles	1	9		10
<b>Total</b>	<b>69 868</b>	<b>7 956</b>	-	<b>77 824</b>

**3.1.5. Autres actifs**

(En milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024
Dépôts de Garantie	4 355	4 509
TVA déductible	205	254
Autres	2 456	769
<b>Total</b>	<b>7 016</b>	<b>5 532</b>

Les dépôts de garantie sont constitués pour l'essentiel du FRU/FGDR (4 013 KEUR).

Les autres débiteurs divers enregistrent pour l'essentiel des avances et acomptes au personnel ou aux fournisseurs et des facturations pour des prestations hors affacturage.

**3.1.6. Comptes de régularisation**

(En Milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024
Charges Constatées d'Avance	7 015	1 550
Produits à Recevoir - Exploitation	4 537	4 139
Produits à Recevoir - Divers	201	354
Excédent d'actif de régime retraite	913	529
Compte d'attente et divers	622	38
<b>Total</b>	<b>13 288</b>	<b>6 610</b>

La variation du poste compte de régularisation s'explique par les :

- Charges constatées d'avance :
  - sur factures fournisseurs pour 3 928 KEUR contre 1 550 KEUR en 2024.
  - sur nos intérêts sur emprunts pour 3 082 KEUR.
- Produits à recevoir :
  - La hausse des produits à recevoir d'exploitation pour +398 KEUR.

**3.2. Passif****3.2.1. Dettes envers les établissements de crédit**

(En Milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024
A vue	27 910	74 147
A terme	8 968 227	8 344 835
Dettes rattachées	20 587	23 571
<b>Total</b>	<b>9 016 725</b>	<b>8 442 552</b>

Les créances clientèle étant payables à court terme, le financement de SG Factoring (découvert et spots) est au maximum à 120 jours sauf pour certaines opérations de Forfaiting International financées à plus de 4 mois.

Les intérêts courus sur ces dettes sont portés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

**3.2.2. Operations avec la clientèle**

(En milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024
Comptes créditeurs de la clientèle	744 178	731 187
Retenues de garantie	522 795	564 919
Autres sommes dues	1 738	16 772
Dettes rattachées	14	24
<b>Total</b>	<b>1 268 725</b>	<b>1 312 902</b>

Ce poste est essentiellement composé des comptes courants des adhérents (comptes créditeurs de la clientèle), des retenues de garantie et des autres sommes dues qui regroupent notamment des sommes mises en séquestre ainsi que des règlements reçus sur les derniers jours de décembre à imputer sur les comptes tiers.

### 3.2.3. Dettes représentées par des titres

SG Factoring n'utilise plus de billets à ordre émis dans le cadre du financement de ses adhérents depuis 2023.

### 3.2.4. Autres passifs

(En milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024
Personnel	11 539	12 093
Impôts sur les sociétés *	13 144	13 711
Créditeurs divers	6 738	2 521
Organismes Sociaux - Personnel	620	968
TVA	1 927	2 117
Fournisseurs	283	253
<b>Total</b>	<b>34 252</b>	<b>31 663</b>

\* SG Factoring est intégrée fiscalement au groupe Société Générale, avec lequel une convention a été signée le 1<sup>er</sup> janvier 1995.

Les dettes au « Personnel » se décomposent de la façon suivante :

Personnel	31/12/2025	31/12/2024
Participation	1 312	1 882
Intéressement	1 441	1 432
Provision Congés Payés *	1 826	1 838
Provision RTT / CET *	1 914	1 904
Provision Primes, 13 <sup>ème</sup> et charges sociales *	5 047	5 037
<b>Total</b>	<b>11 539</b>	<b>12 093</b>

### 3.2.5. Comptes de régularisation

(En milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024
Produits perçus d'avance	29 483	32 075
Charges à payer	17 305	16 395
Commissions dues aux réseaux	1 033	1 919
Impôts et taxes	802	1 802
Autres comptes de régularisations	1 045	149
<b>Total</b>	<b>49 667</b>	<b>52 339</b>

La variation du poste comptes de régularisations s'explique principalement par la diminution de nos produits perçus d'avance lié à la baisse des taux et son impact sur la commission de financement facturée.

### 3.2.6. Provisions

(En milliers d'euros)	31/12/2024	Dotations	Reprises	31/12/2025
Litiges adhérents	1 029	195	261	964
Médaille du travail	15	0	0	15
Litiges et risques divers (1)	1 281	651	433	1 499
Provisions Collectives pour risque de crédit (2)	4 605	6 507	3 258	7 854
<b>Total</b>	<b>6 930</b>	<b>7 354</b>	<b>3 952</b>	<b>10 332</b>

(1) Dont provision pour litiges liés au personnel pour 1 228 KEUR.

(2) Cf. Note 2.4

Les provisions pour risques et charges représentent des passifs dont l'échéance ou le montant ne sont pas fixés de façon précise. Leur constitution est subordonnée à l'existence d'une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers.

**3.2.7. Capitaux propres****Evolution des Capitaux Propres :**

(En milliers d'euros)	Capital	Réserve légale	Autres réserves	Report à nouveau	Résultat	Capitaux propres
<b>Bilan au 31/12/2024</b>	<b>14 400</b>	<b>1 440</b>	<b>244 472</b>	<b>1</b>	<b>39 033</b>	<b>299 346</b>
Augmentation de capital	2 665					2 665
Prime d'émission			52 742			52 742
Affectation du résultat			39 033		-39 033	0
Résultat de la période					35 458	35 458
<b>Bilan au 31/12/2025</b>	<b>17 065</b>	<b>1 440</b>	<b>336 247</b>	<b>1</b>	<b>35 458</b>	<b>390 211</b>

Le capital est réparti en 4 266 349 actions ordinaires donnant chacune un droit de vote. La valeur de l'action est de 4 euros.

Actionnaires	Nombre d'actions	% du capital et des droits de vote
Société Générale SA	2 376 349	55,70 %
SG Financial Services Holding	1 890 000	44,30 %
<b>Total</b>	<b>4 266 349</b>	<b>100,00 %</b>

**Proposition d'affectation du résultat 2025 :**

Le bénéfice de l'exercice s'établit à 35 458 KEUR. La situation au 31 décembre 2025 est la suivante :

<b>Bénéfice de l'exercice 2025</b>	<b>35 458</b>
Report à nouveau 2025	1
Dotation à la réserve légale	267
<b>Formant un bénéfice distribuable de</b>	<b>35 192</b>

La réserve légale sera à doter de 267 KEUR portant ainsi la réserve légale à 1 707 KEUR soit 10% du Capital Social.

Le bénéfice distribuable est proposé d'être affecté de la façon suivante (montant en KEUR) :

Dotation aux comptes de réserves facultatives	0
Versement de dividendes aux actionnaires	35 155
Le solde au Report à nouveau	38
<b>Total</b>	<b>35 192</b>

Un dividende de 8,24 Euros par action sera distribué au titre de l'exercice 2025.

**3.3. Compte de résultat****3.3.1. Marge financière**

(En milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024
<b>Intérêts et produits assimilés</b>	<b>333 837</b>	<b>402 584</b>
<i>Dont commissions d'anticipation</i>	<i>319 947</i>	<i>389 512</i>
<i>Dont produits sur opérations interbancaires</i>	<i>13 890</i>	<i>13 072</i>
<b>Intérêts et charges assimilées</b>	<b>-250 976</b>	<b>-314 103</b>
<i>Dont Charges sur opérations interbancaires</i>	<i>-250 976</i>	<i>-314 103</i>

**3.3.2. Commissions****Commissions de service :**

(En milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024
Commissions d'affacturage	32 942	24 523
Autres commissions	18 846	18 090
<b>Total</b>	<b>51 789</b>	<b>42 613</b>

**Commissions (Produits) :**

(En milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024
Commission sur Engagement de Garantie SG	4 602	4 653
Commission Créances Collatéralisées	2 998	3 365
<b>Total</b>	<b>7 600</b>	<b>8 018</b>

**Commissions (Charges) :**

(En milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024
Assurance-crédit	10 160	6 584
Rétrocession commission	2 009	1 880
Commissions de contregarantie	920	2 983
Commissions d'apport	4 657	4 268
Frais bancaires	883	842
<b>Total</b>	<b>18 630</b>	<b>16 556</b>

**3.3.3. Charges générales d'exploitation**

(En milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024
Salaires et traitements	27 975	25 092
Charges sociales	12 826	12 202
<i>Dont charges de retraite</i>	<i>2 055</i>	<i>1 854</i>
Intéressement et participation des salariés	2 753	3 314
Divers Personnel (production immobilisée, refacturation, taxes,)	-1 871	-1 317
Frais de personnel	41 683	39 291
Impôts et taxes	1 289	628
Services extérieurs	20 544	22 979
<b>Total</b>	<b>63 516</b>	<b>62 898</b>

**3.3.4. Dotations aux amortissements**

(En milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024
Sur immobilisations incorporelles	8 054	7 217
Sur immobilisations corporelles	10	1
<b>Total</b>	<b>8 064</b>	<b>7 218</b>

**3.3.5. Coût du risque**

(En milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024
Dotation provision base portefeuille	-5 460	-2 817
Reprise provision base portefeuille	3 012	3 844
Dotations pour dépréciation des créances douteuses	-6 755	-3 464
Reprises de dépréciation des créances douteuses	6 221	5 238
Pertes sur créances irrécouvrables	-632	-2 364
Récupérations sur créances amorties	21	13
Dotations pour provisions passif	-200	-837
Reprises de provisions passif	318	282
<b>Total</b>	<b>-3 474</b>	<b>-105</b>

**3.4. Hors-bilan****3.4.1. Engagements donnés**

(En milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024
Engagement de garantie Créances IMPORT	5 877	6 482
Engagement garantie donnée Groupe	604 983	903 380
<b>Total</b>	<b>610 859</b>	<b>909 862</b>

Les créances garanties IMPORT correspondent aux garanties données aux Factors étrangers dans le cadre des opérations Import.

SG Factoring a mis en place des engagements de garantie en fonction de conventions de partage de risque dans le cadre de ses opérations dites hybrides refinancées par titrisation avec le Groupe Société Générale.

L'ensemble des engagements Hors Bilan donnés est effectué entre Etablissements de Crédit.

**3.4.2. Engagements reçus**

(En milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024
Garanties reçues au titre du risque de crédit	4 969 703	3 339 606
Accord de refinancement et engagement de financement	2 361 568	70 309
Contre-garanties reçues du Groupe Société Générale	296 900	322 473
Contre-garanties reçues d'autres banques	64 743	87 117
Avals bancaires reçus dans le cadre de l'activité forfaiting	61 554	19 524
Autres engagements de garantie reçus	115 618	188 109
Engagements de garanties reçues	604 983	903 380
<b>Total</b>	<b>8 475 069</b>	<b>4 930 518</b>

Le poste « garanties reçues au titre du risque de crédit » correspond à la limite de décaissement prévue dans le contrat d'assurance-crédit. Cette limite de décaissement représente le montant maximum d'indemnisation que la compagnie d'assurance-crédit accepte de décaisser au cours d'une même année d'assurance.

Le poste « Autres engagements de garantie reçus » correspond à la contre-garantie accordée par les compagnies d'assurance-crédit à certains de nos adhérents, dans le cadre d'une police d'assurance qu'ils ont contracté directement et dont ils délèguent le droit à indemnité à SG Factoring.

SG Factoring a également mis en place des engagements de garantie en fonction de convention de partage de risque dans le cadre de ses opérations refinancées par titrisation avec le Groupe SG.

**3.5. Informations relatives au personnel****3.5.1. Effectif moyen**

Ventilation de l'effectif moyen proraté en 2025 :

<b>Effectif</b>	<b>Total</b>	<b>Cadres</b>	<b>Non cadres</b>
Effectif salarié moyen (hors détachés) - France	241	174	67
Détachés SG - France	69	65	4
Succursale Italienne	31	18	13
<b>Effectif Total</b>	<b>341</b>	<b>257</b>	<b>84</b>

**3.5.2. Rémunérations**

Les rémunérations allouées au titre de l'exercice 2025 sont :

- aux organes d'administration (rémunération de l'activité des administrateurs) : 4 KEUR.
- aux organes de direction : 3 personnes - le Directeur Général & 2 Directeurs Généraux Délégués : 928 KEUR.

**3.6. Autres informations****3.6.1. Tableaux des échéances des créances et dettes**

Créances ventilées selon la durée résiduelle (en KEUR) :

<b>Poste</b>	<b>Montant brut</b>	<b>Echéance</b>			
		<b>Moins de 3 mois</b>	<b>De 3 mois à 1 an</b>	<b>De 1 an à 5 ans</b>	<b>De plus de 5 ans</b>
Caisse, Banque de France					
Créances sur les établissements de crédit	545 598	393 333	28 550	103 715	20 000
Opérations avec la clientèle	10 181 737	9 842 440	316 724	22 573	
Autres actifs	7 016	2 661			4 355
Comptes de régularisation	13 288	13 288			

Dettes ventilées selon la durée résiduelle (en KEUR) :

<b>Poste</b>	<b>Montant brut</b>	<b>Echéance</b>			
		<b>Moins de 3 mois</b>	<b>De 3 mois à 1 an</b>	<b>De 1 an à 5 ans</b>	<b>De plus de 5 ans</b>
Dettes envers les établissements de crédit	9 016 725	7 635 435	357 344	1 023 946	
Opérations avec la clientèle	1 268 725	1 268 725			
Dettes représentées par un titre	0	0			
Autres passifs	34 252	33 164			1 087
Comptes de régularisation	49 667	49 102	565		

**3.6.2. Tableau des entreprises liées (en keur)**

Toutes les transactions avec les parties liées ont été conclues à des conditions normales de marché.

Postes	Montant concernant les entreprises liées
Créances sur les établissements de crédit	443 973
Opérations avec la clientèle (compte à l'actif)	-
Obligations et autres titres à revenus fixe	
Autres actifs	105
Dettes envers les établissements de crédit	-6 827 483
Opérations avec la clientèle (compte au passif)	- 4 113
Dettes représentées par un titre	-
Autres comptes passif	
Autres passifs	- 13 270
Produits sur opérations interbancaires	-
Intérêts et charges assimilées	170 575
Commissions de service	
Commissions (charges)	724
Commissions de garantie	- 4 228
Autres produits d'exploitation bancaire	-377
Autres charges d'exploitation bancaire	-
Charges générales d'exploitation	23 568
Engagements donnés	604 983
Engagements reçus	-1 970 592

Aucune transaction avec lesquelles Société Générale Factoring a un lien de participation.

**3.6.3. Informations sectorielles (en keur)**

Encours des créances, hors créances douteuses, ventilées en fonction du secteur économique des débiteurs :

Secteur économique	Encours	Taux
Commerce de gros	2 339 631	23,31%
Commerce de détail, Réparation	1 677 055	16,71%
Autres	794 826	7,92%
Industrie automobile	758 099	7,55%
Télécommunications	720 743	7,18%
Agriculture, industrie agro-alimentaire	626 618	6,24%
Services aux entreprises	442 742	4,41%
Activités financières	391 090	3,90%
Métallurgie, Minéraux	367 606	3,66%
Chimie, Caoutchouc, Plastique	335 412	3,34%
Activités immobilières	324 425	3,23%
Industrie des biens d'équipement	294 734	2,94%
Construction navale, aéronautique, ferroviaire	218 759	2,18%
Construction	205 866	2,05%
Transports, Postes, Logistique	184 646	1,84%
Biens de consommation	163 255	1,63%
Hôtellerie, restauration, loisirs	99 765	0,99%
Administrations publiques	28 962	0,29%
Industrie du bois, Papier	28 788	0,29%
Santé, actions sociales	16 892	0,17%
Media	10 051	0,10%
Education, activités associatives	3 377	0,03%
Pétrole, Gaz	1 323	0,01%
Services personnels, domestiques	870	0,01%
Services collectifs	262	0,00%
<b>Total</b>	<b>10 035 796</b>	<b>100,00%</b>

Encours des créances, hors créances douteuses, ventilées en fonction de la zone géographique des débiteurs :

Zone géographique	Encours	Taux
Union Européenne	4 570 868	45,55%
France	3 866 407	38,53%
Amérique du nord	1 168 017	11,64%
Autres pays Europe	183 572	1,83%
Asie	129 210	1,29%
Amérique Centrale	52 465	0,52%
Afrique	49 963	0,50%
Amérique du Sud	15 294	0,15%
<b>Total</b>	<b>10 035 796</b>	<b>100,00%</b>



### 3.6.4. Honoraires des commissaires aux comptes

Le tableau ci-dessous présente les honoraires facturés par nos commissaires aux comptes au cours des 2 derniers exercices :

(En milliers d'euros)	KPMG		PWC Audit	
	2025	2024	2025	2024
Certification des comptes	94	82	109	82
Services autres que la certification des comptes (SACC)*	0	0	0	0
<b>Total</b>	94	82	109	82

\* Il s'agit de procédures convenues

### 3.6.5. Consolidation

SG Factoring est consolidée par intégration globale par la Société Générale.

### 3.6.6. Intégration fiscale

SG Factoring est intégrée fiscalement au groupe Société Générale, avec lequel une convention a été signée le 1er janvier 1995.

SG Factoring constate dans ses comptes la dette d'impôt, vis-à-vis de la société intégrante Société Générale déterminée conformément à l'application de la convention d'intégration fiscale.

SG Factoring ne bénéficie d'aucun déficit reportable à la clôture de l'exercice.

## IV – Evénements post clôture

L'escalade récente du conflit au Moyen-Orient intervenue à compter du 28 février 2026 constitue un événement postérieur à la clôture sans incidence sur les comptes. A date, aucun impact significatif pour Société Générale Factoring n'a été identifié, étant précisé que le niveau d'incertitude sur les conséquences directes et indirectes du conflit demeure élevé.

## V – Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels.

(Exercice clos le 31 décembre 2025)

À l'Assemblée Générale de la Société Générale Factoring,

**Opinion.** – En exécution de la mission que vous nous avez confiée, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Société Générale Factoring relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit et de contrôle interne.

### Fondement de l'opinion :

– **Référentiel d'audit :** Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

– **Indépendance :** Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

**Observation :** Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 2.1 « Changement de méthode et de présentation des comptes annuels » de l'annexe des comptes annuels qui expose le changement de méthode comptable relatif à la première application du règlement ANC n°2023-03.

**Justification des appréciations - Points clés de l'audit :** En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

**Risque de crédit lié à la défaillance du débiteur et/ou de l'adhérent**

(Se référer aux notes 2.4, 3.1.2 et 3.2.6 de l'annexe aux comptes annuels)

Point clé de l'audit	Réponse d'audit apportée
<p>Les opérations avec la clientèle sont porteuses d'un risque de crédit qui expose votre société à une perte potentielle si son adhérent ou le débiteur de son adhérent s'avère incapable de faire face à ses engagements financiers. Votre société constitue des dépréciations et provisions destinées à couvrir ce risque.</p> <p>Votre société a recours au jugement et procède à des estimations comptables pour évaluer le niveau des dépréciations individuelles des créances douteuses.</p> <p>Par ailleurs, le montant des provisions collectives pour risque de crédit est déterminé sur la base des créances saines. Ces provisions collectives sont déterminées à partir de modèles statistiques faisant appel au jugement lors des différentes étapes du calcul, dans un contexte d'incertitude lié à la situation géopolitique et économique.</p> <p><i>Au 31 décembre 2025, le montant total des encours de prêts à la clientèle exposés au risque de crédit s'élève à 10 182 M€, le montant total des dépréciations associées s'élève à 27 M€ et celui des provisions s'élève à 8 M€.</i></p>	<p>Nos travaux ont consisté à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– Prendre connaissance du dispositif de gouvernance et de contrôle interne de votre société ;</li> <li>– Apprécier la pertinence et l'efficacité du contrôle interne relatif au processus d'évaluation des provisions et de dépréciations sur les crédits à la clientèle ;</li> <li>– Avec l'appui de nos spécialistes en risque de crédit, apprécier la pertinence et la calibration (backtesting) des modèles et hypothèses utilisées pour l'évaluation des provisions collectives, ainsi que des scénarios macro-économiques utilisés pour les calculs de ces provisions ;</li> <li>– Avec l'appui de nos spécialistes en audit informatique, fiabiliser les contrôles automatiques avec notamment une revue des contrôles généraux informatiques, des interfaces et des contrôles embarqués au titre des données spécifiques visant à traiter l'information relative au risque de crédit ;</li> <li>– Sur une sélection d'encours provisionnés à dire d'expert, apprécier le niveau de dépréciation retenu dans les comptes ;</li> <li>– Nous avons également apprécié le caractère approprié des informations présentées dans l'annexe aux comptes annuels relatives aux dépréciations sur les prêts et créances à la clientèle.</li> </ul>

**Vérifications spécifiques.** – Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

**Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires**

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

**Informations relatives au gouvernement d'entreprise**

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du Conseil d'Administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

**Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires**

– **Désignation des commissaires aux comptes** : KPMG S.A. et PricewaterhouseCoopers Audit ont été nommés commissaires aux comptes de la société par l'assemblée générale du 18 juin 2024.

Au 31 décembre 2025, les cabinets KPMG S.A. et PricewaterhouseCoopers étaient dans la deuxième année de leur mission sans interruption.

**Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

**Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

– **Objectif et démarche d'audit :** Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

– **Rapport au comité d'audit :** Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris La Défense, le 14 avril 2026  
**Les Commissaires aux comptes :**

**KPMG S.A.**  
Nicolas BOURHIS  
Associé

**PricewaterhouseCoopers Audit**  
Rihda BEN CHAMEK  
Associé